

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE

E/CN.4/452  
26 avril 1950  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Sixième session

DECLARATION CONCERNANT LA MISE EN OEUVRE DU PACTE INTERNATIONAL  
RELATIF AUX DROITS DE L'HOMME, FAITE PAR LE REPRESENTANT DE L'INDE  
A LA 168ème SEANCE DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME,  
TENUE LE 25 AVRIL 1950

La Commission des droits de l'homme va, pour la première fois, examiner sous tous ses aspects la question de la mise en oeuvre. Nous nous sommes jusqu'à présent abstenus de l'aborder, bien que plusieurs propositions aient été soumises en vue de résoudre ce problème particulièrement difficile. Il est regrettable qu'un très petit nombre de gouvernements seulement aient répondu à notre questionnaire. La complexité même du problème est peut-être l'une des raisons de cette conspiration du silence de la part des gouvernements. Il nous faudra toutefois aboutir à une solution malgré les difficultés auxquelles nous devons faire face. Si nous sommes résolus à trouver une solution, je suis convaincue que nous réussirons.

Le problème de la mise en oeuvre se réduit à quatre ou cinq questions précises auxquelles il nous suffirait de répondre d'une façon satisfaisante pour mener à bien notre tâche. Ces questions sont les suivantes :

- 1) Un organe international de mise en oeuvre est-il nécessaire?
- 2) Les mesures de mise en oeuvre devraient-elles figurer dans le Pacte ou faire l'objet d'un instrument distinct?
- 3) Cet organe international devrait-il être permanent, ou spécial?
- 4) Comment cet organe devrait-il être constitué? Serait-il nommé ou élu, et par qui?
- 5) Quelles devraient être ses fonctions?

En ce qui concerne la première question, ma délégation estime qu'il est nécessaire de créer un organe international pour veiller au respect des droits de l'homme. On a allégué qu'une mise en oeuvre internationale porterait atteinte à

la souveraineté nationale des Etats, violant ainsi les dispositions de l'Article 2, paragraphe 7, de la Charte. Ceux qui invoquent cet Article oublient qu'aux termes de la Charte, les Nations Unies se sont engagées à défendre et à encourager le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Cet engagement pris aux termes de la Charte serait vide de sens si les Nations Unies n'étaient pas habilitées à prendre des mesures contre ceux qui violent les droits de l'homme. C'est pourquoi il est nécessaire de créer un organe international chargé de veiller à ce que les Etats mettent en oeuvre les dispositions concernant les droits de l'homme et de s'assurer que ces droits sont respectés.

La deuxième question consiste à savoir si les mesures de mise en oeuvre doivent figurer dans le Pacte, qui constitue une première étape vers la mise en oeuvre, ou si elles doivent faire l'objet d'un instrument distinct. Ma délégation est en faveur de cette dernière solution, à condition que le Pacte fasse mention du système que l'on se propose d'établir. En effet, nous estimons, d'une part, que s'il doit y avoir plusieurs Pactes, il serait souhaitable qu'un instrument distinct définisse les mesures de mise en oeuvre, qui s'appliqueraient aux différents Pactes. D'autre part, et c'est là une raison plus importante, ces mesures doivent permettre de veiller au respect des droits fondamentaux de tout individu, qu'il appartienne ou non à un Etat signataire du Pacte. Même s'il n'existe aucun pacte, les Nations Unies devront assurer la protection des droits de l'homme conformément aux dispositions de la Charte. En introduisant ces mesures dans le Pacte, nous en réduirions la portée, allant ainsi à l'encontre du but visé, qui est de veiller à ce que les droits fondamentaux de tous les individus relevant des Nations Unies soient respectés. On peut alors se demander pourquoi nous élaborons un Pacte. A mon avis, en devenant parties à un tel Pacte, les Etats s'engagent à mettre en oeuvre les dispositions concernant les droits de l'homme dans la forme précise que définit ce Pacte. Le Pacte est un traité entre les Etats et l'Organisation des Nations Unies, et une garantie pour les Etats eux-mêmes, qui définissent les termes dans lesquels ils sont disposés à s'acquitter de leurs obligations. Les dispositions à prendre pour assurer le respect de ces obligations ne doivent pas figurer dans le Pacte.

La question suivante est celle de savoir si l'organe de mise en oeuvre doit être permanent ou être un organe spécial. Si cet organe doit exercer des fonctions de surveillance et veiller à ce que les droits de l'homme soient

respectés, il ne peut avoir un caractère provisoire. Si l'on estime au contraire que cet organe ne doit agir qu'en cas de différend et qu'il doit jouer alors le rôle d'une commission d'enquête, il n'est pas nécessaire qu'il soit permanent. Les partisans de la création d'un organe spécial supposent qu'il y aura peu de plaintes, puisqu'ils veulent limiter aux seuls Etats le droit de porter plainte. Si on limite ce droit aux seuls Etats, il est possible qu'aucune plainte ne soit présentée, car les Etats hésiteront à porter plainte l'un contre l'autre. La question se posera alors de savoir qui veillera au respect des droits de l'homme au nom des Nations Unies, s'il n'existe pas d'organe permanent chargé de le faire. Les Etats Membres se chargeront-ils de cette tâche et se surveilleront-ils les uns les autres? Au lieu d'assurer la paix, ce système conduirait aux intrigues politiques et peut-être même à la guerre. Il est donc absolument nécessaire de créer un organe permanent qui sera mieux en mesure de protéger les droits de l'homme.

Il faut ensuite déterminer le mode de constitution de cet organe permanent; doit-il être nommé ou élu? Ma délégation estime que cet organe devrait être élu par l'Assemblée générale à une forte majorité, afin d'obtenir la confiance d'un aussi grand nombre d'Etats que possible. Je n'ai pas l'intention, pour le moment, d'entrer dans le détail de la composition et du mode d'élection de cet organe. Nous pourrions régler ces détails sans difficulté une fois que nous aurons décidé de créer un organe permanent.

Il faut enfin déterminer la nature des fonctions de cet organe. S'il doit avoir des fonctions judiciaires, il faudra que ce soit un tribunal international, et nous devons décider s'il faut créer un tribunal distinct, ou étendre la compétence de la Cour internationale de Justice. Si nous créons un tribunal international, les décisions de ce tribunal lieront les parties intéressées, et nous aurons alors à résoudre la question de l'exécution de ces décisions. En conséquence, ma délégation estime que, dans l'état actuel des choses, l'organe international à créer ne devrait pas avoir un caractère judiciaire. Il devrait plutôt jouer le rôle d'un comité de conciliation, dont la tâche essentielle consisterait à veiller au respect des droits de l'homme. Si cet organe est saisi d'une plainte pour violation de ces droits, il procédera à une enquête et s'efforcera, par voie de négociation, de régler l'affaire. S'il n'y parvient pas, il en rendra compte à l'Assemblée générale par l'intermédiaire de la Commission des droits de l'homme ou du Conseil économique et social.

Je ne désire pas insister davantage sur cette question à l'heure actuelle. Je propose seulement qu'avant d'entreprendre l'examen des différentes propositions dont nous avons été saisis, nous prenions une décision sur les points que je viens de préciser. On pourra constituer ultérieurement un comité restreint qui sera chargé de régler les détails, une fois que ces décisions auront été prises. Ces points, je le répète, sont les suivants :

- 1) Un organe international de mise en oeuvre est-il nécessaire?
- 2) Les mesures de mise en oeuvre devraient-elles figurer dans le Pacte, ou faire l'objet d'un instrument distinct?
- 3) Cet organe international devrait-il être permanent, ou spécial?
- 4) Devrait-il être élu et, dans l'affirmative, par qui?
- 5) Quelle serait la nature de ses fonctions?

-----